

Le traitement des événements d'Amsterdam : un naufrage politique et médiatique



Le jeudi 7 novembre, de violents incidents ont eu lieu à Amsterdam en marge du match de football entre l'Ajax d'Amsterdam et le Maccabi Tel-Aviv FC. Le gouvernement israélien ayant immédiatement fait état d'« attaques antisémites », le terme avait sans discussion été relayé par les médias audiovisuels. Sur le plan politique, il était sans délai repris par le Premier ministre néerlandais, élu par une coalition comprenant l'extrême-droite, et par plusieurs chefs d'État ou de gouvernements étrangers. Quant au président Macron, il l'a adopté implicitement en évoquant « les heures les plus indignes de notre histoire ».

Qu'en est-il du caractère supposément antisémite de ces actes ? Quatre jours après, aucun élément tangible n'a été présenté pour étayer l'affirmation que les supporters du Maccabi Tel-Aviv FC auraient été attaqués parce que juifs, ni que ces attaques aient été préméditées comme l'a affirmé le Premier ministre israélien.

C'est une tout autre réalité qui émerge à travers une série de témoignages et de vidéos : la veille et le jour du match, ces supporters israéliens s'en étaient pris violemment à des supporters néerlandais, particulièrement s'ils étaient arabes. Ils avaient hué la minute de silence en hommage aux victimes de inondations en Espagne (au motif que ce pays ayant reconnu l'État de Palestine serait donc antisémite), arraché des drapeaux palestiniens aux fenêtres des maisons, attaqué des chauffeurs de taxi d'origine nord-africaine et hurlé à plusieurs reprises des slogans violemment racistes anti-arabes, ainsi que des propos génocidaires, se réjouissant qu'il n'y ait « plus d'enfants à Gaza ». Ils ont d'ailleurs réitéré ces slogans à leur retour à l'aéroport de Tel-Aviv. Pour qui connaît la réputation des supporters du Maccabi Tel Aviv FC, cela n'est guère étonnant.

Étonnant, ou plutôt ahurissant, est le fait que des centaines d'individus puissent chanter « mort aux arabes » dans les rues d'Amsterdam et que la seule forme de racisme évoquée par la classe politique et les médias français soit l'antisémitisme.

Nous n'admettons évidemment pas les violences entre les personnes, d'où qu'elles viennent. Mais nous n'admettons pas non plus que les médias français et la classe politique de notre pays propagent ainsi, sans le questionner, le discours israélien, qui s'avère désormais clairement mensonger.

Le comble de l'abjection revient au ministre de l'Intérieur, qui se vante d'avoir fait un signalement à la justice contre une députée qui avait osé mettre en doute la version officielle. Et que penser des député·es qui ont aussi attaqué leur collègue sur ce point ? Ou qui ont cru bon d'évoquer Anne Franck ou la « nuit de cristal » à propos de ces incidents ?

Plusieurs médias, notamment de la presse écrite ou en ligne, ont publié dès le lendemain des versions plus conformes à la réalité, mais la plupart des médias audiovisuels ont persisté dans le narratif israélien. Quant au président de la République, au ministre de l'Intérieur, aux nombreuses et nombreux parlementaires qui ont servilement repris la version israélienne, nous n'avons vu jusqu'ici aucun correctif ni aucun regret de leur part.

Ce naufrage politique et médiatique devrait interroger très profondément les directions éditoriales et les élu·es sur leur responsabilité face aux injonctions du réseau d'influence israélien. Cette attitude encourage de fait la guerre génocidaire menée par l'État d'Israël contre le peuple palestinien. Elle provoque des divisions très profondes dans la société française, qui ne supporte plus cette soumission au narratif israélien.

Quant au président de la République, en annonçant qu'il assistera au match France-Israël prévu le 14 novembre, il prend le risque d'envenimer encore plus la situation. Si ses prises de positions récentes sur la nécessité du cessez-le-feu au Proche-Orient n'étaient pas autre chose qu'un effet d'annonce, il aurait dû demander au gouvernement d'annuler ce match tout comme le « gala de la honte » prévu la veille à Paris en présence du ministre israélien Smotrich qui affiche sa fierté d'être raciste, fasciste et homophobe.

Chaque jour à Gaza comme au Liban de nouveaux massacres sont commis. Il est urgent de prendre des sanctions pour faire cesser la guerre génocidaire menée par Israël contre la population palestinienne de Gaza. C'est notre humanité commune qui est menacée.

Le Bureau national de l'AFPS, le 12 novembre 2024

Photo : Des supporters du Maccabi FC de Tel Aviv à Amsterdam le 7 novembre © Quds News Network